

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 27 août au 9 septembre 2012 – n°105**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Régression Par Maurice Ulrich le 20 Août 2012

Où sont les voix de la raison? La France est-elle impuissante ou a-t-elle un rôle à jouer?

Les incroyables images de la fusillade – de la tuerie – de vendredi dernier en Afrique du Sud nous ont laissés muets et stupéfaits. Des mineurs revendiquant de meilleurs salaires tirés, oui, tirés comme des lapins, des policiers nonchalants comme dans un tir forain devant l'empilement des cadavres... Tout semblait nous ramener cinquante ans en arrière, comme des images d'archives. Sharpeville, 1960. Des policiers blancs qui tirent sur une foule noire. Comment est-ce possible, aujourd'hui, au pays de la fin de l'apartheid, au pays de Nelson Mandela, au pays aujourd'hui présidé par Jacob Zuma, ancien compagnon de Mandela au bagne de Robben Island?

Comment ne pas entendre le désarroi de Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature, compagne de route de l'ANC, effondrée: «□Si vous m'aviez demandé quand nous avons célébré notre victoire dans la lutte contre l'apartheid (...), nous n'aurions jamais pu croire que cela arriverait un jour.□» Le président Zuma a demandé l'ouverture d'une enquête. Mais qu'en est-il des policiers responsables du massacre? À qui ont-ils obéi, facilement semble-t-il? Qu'en est-il de la direction de la compagnie britannique Lonmin, exploitante de la mine de platine qui, hier encore, menaçait de licenciement les mineurs en grève? Après les meurtres, le chômage. L'Afrique du Sud n'en a pas fini avec ses démons. Ils se nomment racisme, misère et surexploitation.

Il a fallu que ce même week-end, quand nous n'étions préoccupés semblait-il, devant nos télé, que de la vague de chaleur annoncée, des juilletistes classés rouge dans le sens des départs et des aoûtistes orange, que tombe l'incroyable verdict frappant les trois jeunes chanteuses punk des Pussy Riot. Deux ans de camp pour une chanson dans une église contre Poutine. Double sacrilège. L'église orthodoxe qui ne connaît pas la clémence et le président russe qui ne connaît pas la démocratie. Deux ans de camp, pour ce qui ici, quand bien même la France n'est pas exemplaire, vaudrait à peine une amende et une protestation de l'église! Une sanction «□disproportionnée□», c'est la réaction officielle de la France. C'était quoi la bonne proportion? Un an de camp, six mois?... Au Maroc, le jeune rappeur Mouad Belghouat est en prison depuis un an.

Hier encore, on apprenait qu'en Tunisie un troisième spectacle en moins d'une semaine avait été empêché à Bizerte par des militants salafistes armés de bâtons et de sabres, qu'en Israël des intégristes juifs entendaient interdire aux femmes de chanter et que, tandis que le pouvoir tunisien veut faire des femmes une «□complémentaire□» de l'homme, ces mêmes intégristes juifs veulent, entre autres traitements, les reléguer au fond des bus dans les transports en commun...

Où sont passées les voix de la justice, de la raison et de la tolérance? Et faut-il ajouter à ce tableau d'un seul week-end et à la poursuite de la guerre en Syrie les préparatifs bel et bien confirmés d'une guerre d'Israël contre l'Iran. Alors, dans ce monde, la France est-elle impuissante ou a-t-elle un rôle à jouer? La droite entend se poser en donneuse de leçons. Elle est malvenue après la Libye, l'Afghanistan, les tentatives, à l'intérieur, de division des Français au nom de la religion. Mais la France des Lumières, des droits de l'homme, de la laïcité, est toujours écoutée dans le monde. Elle doit parler fort et clair et délivrer bien plus que des images de bonne élève des marchés financiers. C'est cela une France de gauche.

Agenda

Réunion Indignés le lundi 18H30
Réunions soutien aux Roms au nouveau campement 17H30 tous les soirs sauf manifs
le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns
Attention : pas de Cercle du Silence à Annecy les 7 juillet, 4 août et 1er septembre 2012 !

L'Humanité Dimanche du 23 au 29 août



Manif' rigolote mardi 28 août à 13h (Départ Place Nomade) au Grand-Bo

Découvrez les chansons «Lâche tes écrans» et «Le Zappeur» du groupe Balthazar à apprendre et à chanter tout l'été <http://www.aubonheures-momes.com/a-la-une/lache-tes-e-crans-viens-voir-du-vivant/>

Le bonheur des mômes accueillera jeudi 30 une quinzaine d'enfants roms expulsés récemment des terrains d'Annecy.

Université d'été 2012 du PCF (du 31 août au 2 septembre)
<http://formation.pcf.fr/19312>

14 au 16 septembre FETE DE L'HUMA
<http://www.humanite.fr/médias/lafete-de-lhumanite-2012-une-fete-pour-le-changement-499188>

Roms : Ne pas en rester aux effets d'annonce

Après les années de lutte au côté des associations de défense des migrants Roms, le Parti communiste se félicite de sentir le souffle d'une volonté affichée de changement. L'annonce de la suppression de la taxe de 700 euro due par les employeurs pour chaque embauche de Roms est à cet égard une bonne nouvelle.

Toutefois, l'absence de moratoire sur les expulsions et de remise en cause des contraintes administratives pour accéder à un emploi provoque notre inquiétude. Rien ne serait plus décevant que de voir croître le nombre d'expulsions et de démantèlement de camps sans la mise en place de réelles solutions alternatives. Comme la Commissaire européenne à la Justice Viviane Reding, nous incitons vivement le gouvernement à aller au bout des ses intentions.

Aussi, le PCF propose :

- L'adoption immédiate d'un moratoire sur les expulsions.
- L'arrêt des discriminations au regard du droit du travail.
- L'organisation de tables rondes départementales associant représentants du gouvernement, élus des collectivités territoriales et associations qui agissent auprès des familles.

Il faut pour aller de l'avant, s'appuyer sur les expériences menées dans des villes et des départements. Ce n'est pas d'effet d'annonce dont les Roms ont besoin, mais d'annonces ayant des effets. Le droit au travail, le droit au logement, le droit à l'école et à la santé sont les conditions d'une vie digne du pays des droits de l'Homme.

Algérie : l'amalgame et les silences de Benjamin Stora

Benjamin Stora vient de sortir un nouveau livre : La guerre d'Algérie expliquée à tous. L'ambition de rendre accessible au plus grand nombre les complexités réelles d'une telle période de l'histoire de notre pays, de l'Algérie et du colonialisme français, est digne d'intérêt alors qu'on marque, en 2012, les 50 ans d'indépendance de l'Algérie.

Pour les communistes français, cependant, la lecture de cet ouvrage laisse pour le moins insatisfait. En effet, B. Stora traite des différents aspects de la lutte anticoloniale en France de manière assez consternante. Il consacre quelques pages bienvenues sur des personnalités (Sartre, Camus, P. Vidal Naquet...) sur les « porteurs de valise »... Mais il persiste, au cours de son ouvrage, à ne parler, en de très rares et allusives occasions, que de « la gauche » lorsqu'il faudrait traiter de l'action des forces politiques françaises de l'époque. Comme si l'on pouvait assimiler le choix des dirigeants socialistes en faveur de la guerre et celui du PCF pour la paix et pour l'indépendance dans les conditions d'une confrontation de 8 ans et d'un très haut niveau.

Le PCF va diffuser une brochure intitulée Le PCF et la guerre d'Algérie - Retours sur l'histoire, afin de montrer à la fois la cohérence de son engagement et sa capacité à jeter un regard critique sur les erreurs et les fautes commises, y compris quant au vote des pouvoirs spéciaux. Il ouvre les portes au débat.

On aurait apprécié un effort d'objectivité, même critique, de la part de B. Stora, qui préfère cultiver un amalgame inacceptable enrichi d'un silence d'ensemble pesant et incompréhensible quant à l'engagement anticolonial du Parti Communiste dont le combat a pesé de façon décisive sur le cours de la guerre et sur son issue. Mais de cela, le lecteur de La guerre d'Algérie expliquée à tous n'en saura rien.

Jacques Fath

Russie: le PCF condamne ce qui apparaît comme un procès politique contre les Pussy Riot

A Moscou, la condamnation à 2 ans d'incarcération des Pussy Riot suscite de multiples protestations dans le monde au nom de la liberté d'expression et pour la défense d'une jeunesse russe qui supporte de moins en moins un système Poutine fermé et répressif.

Le Parti Communiste Français condamne ce qui apparaît comme un procès politique qui a du mal à se cacher derrière les accusations de "blasphème" et "d'incitation à la haine religieuse". Il exprime sa consternation devant une peine aussi lourde dont la vocation manifeste est de chercher à freiner un mouvement de protestation populaire et d'aspirations démocratiques qui grandit en Russie.

Ce qui aurait pu rester comme une exhibition contestataire et insolente est devenu une affaire nationale qui pose la question des principes et des pratiques d'un État de droit, du respect des libertés et des conditions de la laïcité et de la démocratie en Russie.

Parti Communiste Français

Afrique du Sud: le PCF exprime son indignation et son horreur devant le massacre de mineurs grévistes

Le massacre de 34 mineurs grévistes par la police en Afrique du Sud suscite une profonde émotion. Le Parti Communiste Français exprime son indignation et son horreur devant une telle violence contre des salariés vivant dans la misère et revendiquant pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Le Président sud-africain, Jacob Zuma, a lui même souligné l'incompréhension suscitée par une telle répression. "Nous sommes choqués et consternés par cette violence insensée", a-t-il dit en annonçant une commission d'enquête.

Une tragédie meurtrière de cette nature, le peuple sud-africain qui a connu la terreur de l'Apartheid, ne devrait plus en connaître.

Le PCF réaffirme sa solidarité avec l'ensemble des forces politiques et syndicales d'Afrique du Sud dans leur lutte pour réduire les inégalités, pour le progrès et la justice sociales dans un véritable État de droit.

Parti Communiste Français

HORS-SÉRIE
L'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

AVEC CE NUMÉRO
LA VIGNETTE D'ENTRÉE
À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

14.15.16
SEPTEMBRE 2012
LA COURNEUVE

FÊTE DE L'Humanité
PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES-VALBON - LA COURNEUVE

NEW ORDER / PATTI SMITH / HUBERT-FÉLIX THIEFFAINE
SHAKA PONK / PETER DOHERTY / DUB INC. / BENABAR / BB BRUNES
PAROVY STELAR / ZOUFRIS MARAGAS / DANIEL DARC / MUSTANG / FRANÇOIS MOREL
CAUBÈRE / ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE / RICHARD BOHRINGER ET LA CIE LUBAT
SEB MARTEL / KABAL / RODOLPHE BURGER / ORCHESTRE SYMPHONIQUE DIVERTIMENTO
MICHEL PORTAL / JEAN-MARC PADOVANI / EMMANUEL BEX...

NAVETTE/BUS : A PARTIR DU NER O LE BOURGET
N°1 LIGNE 7 ET TRAMWAY T1 ARRÊT LA COURNEUVE & MALO TRIV
BILLETS : WWW.L'HUMANITE.FR / WWW.PHAC.COM / 01 69 09 22 11 00 00
ET POINTS DE VENTE HABITUELS :
RÉSEAUX AGRÉÉS FRANCE BILLET, TICKETNET ET DORTOIX

21€ les 3 JOURS
MOINS de 15 ans GRATUIT

L'Humanité.fr
L'Humanité

Présidentielle & législatives
2012

Le programme
du Front de
GAUCHE

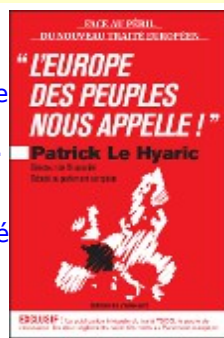
et de son candidat commun
Jean-Luc Mélenchon

*L'humain
d'abord*

A lire

L'Humain d'abord,
programme du Front de
Gauche. Demandez-le
aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,
directeur de L'Humanité
et député européen,
décrypte les menaces
du nouveau traité
européen.



Communiqué de presse de l'UEC et du réseau école du PCF Contrats d'avenir "professeur": Des étudiants précaires pour remplacer les enseignants ? Non merci !

Le conseil des ministres de rentrée de ce mercredi a pour point central le projet de loi sur les emplois d'avenir.

Michel Sapin, ministre de l'emploi, a déjà détaillé son projet avec en point d'orgue «les CDI à durée déterminée de 1 à 3 ans». Quelle bonne idée! Une partie de ces contrats concerne les étudiants : les contrats d'avenir «professeur». 6000 contrats sont ainsi prévus pour l'année prochaine et 15000 l'année suivante. Réservés aux étudiants boursiers, ces contrats représentent de réels dangers. Dès la deuxième année de licence et pour une durée de 3 ans, les étudiants seraient employés dans les lycées et collèges pour des missions pédagogiques qui se rapprochent de l'enseignement. Leur rémunération est évidemment bien faible : en cumulant les aides sociales et le salaire à mi-temps, on parviendrait difficilement à 900€/mois.

Prenant acte du fait que les bourses étudiantes sont insuffisantes pour étudier dans de bonnes conditions, le gouvernement propose aux étudiants... de se salarier encore, faisant d'une partie des boursiers l'armée de réserve de l'éducation nationale qui manque cruellement d'enseignants après les 80 000 suppressions de poste sous Sarkozy.

Plutôt que de proposer une véritable formation en alternance permettant l'entrée dans le métier, cette mesure crée un nouveau « petit boulot » nuisible à la réussite des étudiants. Plutôt que d'instaurer les pré-recrutements nécessaires pour permettre à tous les étudiants, quelle que soit leur origine sociale, d'accéder au métier, et reconstituer un vivier d'enseignants, elle crée une nouvelle catégorie de « quasi-enseignants » précaires, peu formés et mal payés. Plutôt qu'éradiquer la précarité étudiante déjà criante, elle ouvre encore plus grandes les vannes de ce cancer qui ronge toute la jeunesse.

Il est temps de rompre avec cette logique libérale ! Les communistes exigent l'abandon immédiat de cette mesure qui va à l'encontre des besoins de l'Éducation nationale comme des étudiants. L'Éducation nationale n'a pas besoin de nouveaux précaires, ni les étudiants de nouveaux jobs !

Nous refusons que la précarité étudiante serve de prétexte à de nouvelles attaques contre le statut des enseignants.

Nous réclamons une refondation de la formation des enseignants appuyée sur des pré-recrutements sous statut de la fonction publique.

Nous exigeons l'embauche massive d'enseignants et de personnels à la hauteur de nos besoins.

Marion Guenot Secrétaire nationale de l'UEC

Marine Roussillon Responsable du Réseau École du PCF.

Tunisie: le PCF est solidaire du mouvement démocratique des femmes

Le Parti Communiste Français exprime sa solidarité avec le mouvement des femmes tunisiennes qui refusent le recul de leurs droits. La nouvelle constitution en préparation donnerait aux femmes un statut de "complémentarité" avec les hommes. Cette formule inacceptable suscite une inquiétude et une révolte légitime.

Les manifestantes, l'Association tunisienne des femmes démocrates, toutes celles qui ont placé l'espoir et l'exigence d'égalité et de justice dans la révolution tunisienne de janvier 2011, se mobilisent ou protestent à juste raison contre les projets réactionnaires et les dérives autoritaires du pouvoir islamiste et de ses alliés salafistes. Ces derniers cherchent à profiter de ces reculs pour nourrir leur dangereuse conception d'un régime théocratique de répression idéologique et politique. C'est jusqu'à la culture qui est en danger.

Cette mobilisation des femmes pour l'égalité des droits montre que le souffle du soulèvement populaire tunisien n'est pas éteint. Tensions sociales, grèves générales, manifestations, montée des contestations et des revendications sociales et syndicales, recomposition et rassemblements à gauche...la société tunisienne n'accepte pas l'islamisation rampante et l'absence persistante de réponse aux attentes sociales, contre la pauvreté et le chômage.

Le Parti Communiste Français continue de se tenir fermement au côté des démocrates et des progressistes de Tunisie et notamment des femmes tunisiennes qui ont joué un rôle majeur dans la chute de la dictature et pour les libertés.

Parti Communiste Français

Arnaud Montebourg veut en finir avec le "laisser faire" mais se laisse aller

Dans son intervention à Frangy-en-Bresse, Arnaud Montebourg propose d'en finir avec le "laisser faire". Malheureusement, il laisse aller les orientations actuelles qui nourrissent la crise économique et sociale et interdisent toute relance par l'emploi, les salaires, les investissements utiles. Comment le ministre du Redressement productif peut-il "conduire la France sur la route de la 3^e révolution industrielle" sans rupture franche et nette avec la politique d'austérité.

Arnaud Montebourg a semblé bien à la peine pour cette édition de la fête de la rose. Reste les épines avec un mensonge, en voulant laisser croire à une renégociation du traité budgétaire européen, avec un renoncement, en refusant l'adoption d'une loi contre les licenciements boursiers, avec enfin une feuille de route marquée par un manque d'ambition et de vision.

Des réponses à la hauteur des enjeux existent. Il n'y a pas de fatalité. Arnaud Montebourg trouvera des réponses à son réquisitoire contre la casse industrielle dans les propositions de loi des parlementaires du Front de gauche. La prochaine fête de l'humanité sera le grand rendez-vous politique et social pour toutes celles et ceux qui ne renoncent à rien, qui veulent la réussite d'une politique de gauche, qui, aux effets de tribune, préfèrent l'action et le vrai changement attendu après la défaite de Sarkozy.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

Vente militante de 10 tonnes de fruits et légumes à prix coûtant à Paris mercredi 22 août

Le Parti Communiste Français et le syndicat paysan MODEF ont organisé ce mercredi 22 août une distribution de plus de 10 tonnes de fruits et légumes à prix coûtant sur la Place de la Bastille (sur l'esplanade devant le port de l'arsenal) à partir de 8h00 en présence de producteurs du Sud-Ouest, d'Olivier Dartigolles, porte-parole national du PCF, Xavier Compain, responsable de la commission agriculture du PCF et d'Igor Zamichiei, secrétaire de la Fédération de Paris du PCF.

Alors que la crise s'aggrave et que le pouvoir d'achat populaire ne cesse de reculer, cette initiative a pour but de protester contre les prix pratiqués dans la grande distribution et faire acte de solidarité entre producteurs et consommateurs. Avec l'arrivée d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, il est maintenant possible de réorienter la politique agricole et alimentaire dans notre pays. Le PCF propose le blocage des prix des denrées alimentaires de base (lait, viandes, pain, fruits et légumes) sur le ticket de caisse ; l'encadrement des marges et les pratiques de la grande distribution, avec la mise en place d'un coefficient multiplicateur garantissant le juste prix pour le consommateur et un prix rémunérant correctement le travail des producteurs ; la réorientation de la Politique Agricole Commune vers le soutien à l'emploi agricole et aux exploitations à taille humaine, pour des productions de qualité, y compris sur le plan sanitaire et environnementale.

Le PCF affirme sa solidarité avec l'Équateur dans l'affaire Assange

Le gouvernement britannique a menacé de retirer son statut diplomatique à l'Ambassade de l'Équateur et d'y pénétrer de force afin de procéder à l'arrestation de Julian Assange. Cette menace consternante traduit un mépris choquant des autorités de Londres pour le droit international, pour les principes les plus établis devant guider les relations internationales et en particulier pour la souveraineté équatorienne.

Le Parti Communiste Français affirme sa pleine solidarité avec l'Équateur et les citoyens de ce pays qui manifestent pour exprimer leur vive préoccupation et leur rejet de cette attitude arrogante et inacceptable de la Grande Bretagne. Celle-ci obéit aux exigences des États-Unis dont les aspects troublants et condamnables de la politique internationale et des pratiques hégémoniques ont été précisément mis en lumière par Wikileaks dont le fondateur est Julian Assange.

Parti Communiste Français

C'est quand le changement ?

Voilà maintenant plus de 100 jours que François Hollande et son gouvernement sont aux manettes. Le bilan est pour l'instant largement insatisfaisant : beaucoup d'agitation et peu d'actes du côté de PSA et de l'avalanche de plans sociaux à laquelle nous assistons ; refus de la renégociation du traité européen Merkel/Saroy ; un CDI à durée déterminée pour les jeunes... L'augmentation de l'allocation de rentrée est une des seules rares bonnes nouvelles, hélas, loin de répondre aux attentes sociales des Français.

Au lieu de passer à la vitesse supérieure, le gouvernement ralentit. François Hollande dans son programme prévoyait le doublement immédiat du plafond du livret A qui permet la construction de logements sociaux. Aujourd'hui il n'est question que de deux augmentations successives de 25%. Au Front de gauche nous savons compter et le compte n'y est pas !

Jean-Marc Ayrault promet une baisse modeste et provisoire des taxes sur le prix des carburants qui flambe (mercredi à Paris, le litre de Super sans Plomb a atteint 2,05€). Dommage que cette décision qui était aussi un engagement du candidat Hollande intervienne quand les Français auront déjà fait le plein pour leur retour de vacances.



Les attermoissements du gouvernement Ayrault ne font pas une politique capable de répondre aux attentes sociales qui sont nombreuses en cette rentrée. Déjà les produits alimentaires de première nécessité, du fait de la hausse du pétrole, sont annoncés comme devant augmenter en flèche. C'est le pouvoir d'achat des classes populaires qui sera une fois de plus touché de plein fouet.

La gauche se doit de réussir en mettant fin à cette politique d'austérité à laquelle le FMI et l'Union européenne veulent nous condamner et qui produit les dégâts sociaux que l'on connaît en Grèce ou en Espagne. Il nous faut changer de braquet sous

peine de voir la situation sociale se dégrader encore plus. Pour cela, les élus communistes, du Front de gauche, les responsables politiques et les militants se retrouvent deux week-end successifs lors d'universités d'été afin de réfléchir, débattre et approfondir les solutions de sorties de crise développées dans le programme du Front de gauche l'Humain d'abord.

EN URGENCE :

Nous défendons une loi sur l'interdiction des licenciements boursiers et de nouveaux droits pour les salariés.

Nous voulons un référendum sur le traité Merkel/Sarkozy. C'est aux Français de trancher car ce pacte touche la souveraineté nationale sur les choix budgétaires.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :